



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

01 mars 2006

Volume 5, Numéro 2

LIGNE DE FOND..... 1

Le président du Comité de l'agriculture rédigera des 'documents de référence' pour les questions sur lesquelles une certaine convergence est apparente..... 1

Services : les demandes plurilatérales prennent forme..... 4

NOUVELLES DE L'OMC 6

Le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires débat du rôle de la reconnaissance régionale ; le traitement spécial et différencié refait également surface 6

AMNA : Pas de progrès, mais les Membres se comportent de manière plutôt amicale 8

Démarrage des discussions sur la facilitation des échanges avec une vague de nouvelles propositions 9

UEMOA : les ministres du commerce se concertent sur le dossier coton 11

SUR LE FIL 12

Sucre: l'île Maurice intensifie ses initiatives en direction de l'Union européenne..... 12

Dossier coton à l'OMC : Le Congrès américain obtempère, les pays africains reprennent l'initiative..... 13

Lamy dévoile la composition de l'Equipe spéciale de l'aide pour le commerce et appelle à des négociations fondées sur des textes 14

EVÉNEMENTS 16

PUBLICATIONS 16

LIGNE DE FOND

Le président du Comité de l'agriculture rédigera des 'documents de référence' pour les questions sur lesquelles une certaine convergence est apparente

A la suite d'une semaine de discussions, le président des négociations agricoles, l'ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) a annoncé aux Membres, lors d'une réunion informelle du 17 février, qu'il commencerait à préparer des 'documents de référence' sur le petit nombre de questions où il y avait une certaine convergence, pour tenter de maintenir les discussions sur la bonne voie en prévision de la date limite de fin avril fixée pour un accord sur les abaissements des tarifs et des subventions, énoncés dans la Déclaration ministérielle de HongKong. Il a toutefois averti que les négociations n'étaient pas entrées dans une " phase d'accord " sur ces 'modalités'. Les délégués avaient consacré une bonne partie de la semaine à des consultations sur l'ensemble de questions que Falconer leur avait remis le 9 février, et qui portait sur chacun des sujets non résolus dans les discussions sur le commerce des produits agricoles.

Certains négociateurs ont favorablement accueilli les questions qui, selon eux, ont contribué à garantir que les Membres discutaient des sujets qui nécessitaient une attention, au lieu de simplement réitérer des positions adoptées de longue date ; d'autres ont toutefois laissé entendre qu'elles n'empêchaient pas les délégations de se concentrer simplement sur les sujets qui les intéressaient. Dans tous les cas, les Membres ont généralement qualifié les discussions de concrètes et constructives.

Falconer a déclaré que les 'documents de référence' étaient destinés à évoluer, sur la base des contributions des Membres, en projet de modalités. Ils exposeront la structure des modalités, c'est-à-dire l'approche générale à adopter pour des questions spécifiques, tout en laissant aux décideurs politiques les décisions relatives aux valeurs numériques précises, si nécessaire. Les délégués indiquent que ces 'documents de référence' sont les bienvenus tant qu'ils reflètent le consensus qui se dégage, et que Falconer ne tente pas de s'en servir pour promouvoir des positions. Ils ont convenu de la nécessité de négociations fondées sur des textes pour réaliser des progrès dans les négociations.

On se rapproche des disciplines sur l'aide alimentaire

Les discussions de la semaine ont été très fructueuses en ce qui concerne l'aide alimentaire, en particulier les moyens de l'empêcher de fausser la concurrence à l'exportation - une partie du mandat de HongKong visant l'élimination de toutes les formes de subventions à l'exportation d'ici 2013. Selon Falconer, le " contour vague " d'un accord est en train de se dessiner sur la question. Ceci sera probablement reflété dans son document de référence sur le sujet.

Les Membres ont débattu des paramètres d'une 'catégorie sûre' à travers laquelle fournir l'aide alimentaire durant des situations d'urgence réelles, que les ministres avaient convenu de protéger à HongKong. Certaines sources indiquent que les délégués ont débattu du point de savoir s'il devait suffire que l'aide soit demandée par des organisations intergouvernementales pour être éligible à la catégorie sûre, alors que d'autres suggèrent qu'il est peut-être nécessaire de définir de manière plus claire ce qui constitue une " urgence ". De plus, les Membres ont semblé reconnaître que la catégorie sûre devrait aussi couvrir des situations où les gouvernements donateurs ont à agir avant que les organisations internationales n'aient le temps de déclarer une urgence.

Pour ce qui est des situations autres que d'urgence, les Membres ont poursuivi les débats sur le point

de savoir si l'aide alimentaire ne devait être fournie qu'en espèces et si l'aide en nature pouvait être 'monétisée' (c'est-à-dire vendue par les pays récipiendaires pour collecter des fonds) ou même réexportée. Falconer a laissé entendre que les Membres semblaient plus disposés qu'auparavant à débattre pour arriver à un compromis. Par exemple, les partisans de la monétisation ont semblé plus ouverts à la discussion sur des disciplines potentielles pour réduire le risque de voir l'aide supplanter les ventes commerciales.

Falconer : " Rien de particulièrement nouveau " sur le soutien interne

Aucune convergence ne s'est dessinée sur les disciplines pour la 'nouvelle catégorie bleue' créée dans le Cadre de juillet 2004 (WT/L/579), qui doit, dans l'avenir, couvrir le soutien lié au prix, par exemple les versements contracycliques américains en faveur des agriculteurs, qui augmentent avec la baisse des prix sur les marchés mondiaux. De plus, les positions restent essentiellement inchangées sur la nécessité de disciplines pour l'ancienne 'catégorie bleue', qui permet une compensation pour l'application de mesures de limitation de la production. Comme avant HongKong, certains Membres, dont les États-Unis, ont préconisé le plafonnement des dépenses au titre de la catégorie bleue à un niveau plus faible, alors que les autres souhaitent des mesures de plus grande portée, telles que de nouvelles disciplines sur les subventions versées par l'intermédiaire de cette catégorie.

Le Groupe de membres de Cairns d'exportateurs de produits agricoles, ainsi que la coalition du G-20 de pays en développement, cherchent également à renforcer les critères existants pour le soutien au titre de la 'catégorie verte', qui restera illimité et exempté des engagements de réduction. En outre, les pays en développement ont proposé l'élaboration de nouveaux critères au moyen desquels il leur serait plus facile de soutenir les objectifs de développement. Ces négociations ont été peu fructueuses.

Les discussions sur l'année ou la période de référence à partir de laquelle calculer les niveaux

de soutien au titre de la 'catégorie ambre' par produit ont également été peu concluants - plusieurs pays souhaitent recourir aux subventions notifiées durant la période 1995-2000 de mise en œuvre des engagements aux fins du Cycle d'Uruguay. Selon des sources, les États-Unis, par contre, préféreraient une période de référence 1999-2001, car ceci prendrait en compte certaines de leurs plus récents programmes de subventions agricoles.

Bien qu'il n'y ait toujours pas de convergence, Falconer a indiqué qu'il préparerait un document de référence sur la question.

Absence d'accord sur les produits sensibles

L'accès aux marchés reste le domaine le plus difficile dans les négociations sur l'agriculture. Il n'y a eu aucun terrain d'entente sur le traitement des 'produits sensibles' que tous les Membres peuvent désigner pour des abaissements plus faibles que ceux requis par la formule, aux fins du Cadre de juillet 2004, à la condition qu'ils fournissent pour ces produits une 'amélioration substantielle' de l'accès aux marchés au moyen d'une combinaison d'expansion des contingents tarifaires et de réduction des droits des tarifs. Les propositions actuelles sur le nombre de produits sensibles varient entre 1 et 15% de toutes les lignes tarifaires, et ont suscité de vifs désaccords.

Le traitement de ces produits - essentiellement, le point de savoir comment assurer une amélioration substantielle de l'accès aux marchés - s'est également avéré litigieux. Plusieurs pays souhaitent que les Membres rehaussent les contingents tarifaires à un niveau équivalant à un certain pourcentage de la consommation intérieure totale du produit visé. Certains, notamment le G-10, ont appelé à autoriser les Membres à faire des réductions tarifaires plus faibles que les niveaux déjà faibles requis pour les produits sensibles, en échange de l'expansion des contingents tarifaires d'un montant corrélativement plus élevé.

Des délégués indiquent que les États-Unis ne sont pas très enthousiastes à l'égard de l'expansion des contingents tarifaires, car ils estiment que les

réductions tarifaires seraient plus à même d'assurer les améliorations substantielles de l'accès aux marchés qu'ils recherchent. Les États-Unis ont soumis un document officiel demandant que les Membres ne soient pas autorisés à proposer des réductions tarifaires plus faibles contre des expansions de contingents tarifaires plus élevées pour les produits sensibles.

Dans la même proposition, les États-Unis indiquent qu'ils souhaitent que l'expansion des contingents tarifaires repose à la fois sur la consommation intérieure et la proportion dans laquelle l'abaissement tarifaire sur un produit sensible particulier s'écarte de ce qu'il aurait été dans le cadre de la formule de réduction tarifaire normale. Les États-Unis concrétisent ceci en exprimant l'expansion des contingents tarifaires comme la somme de deux composantes : une hausse de 'base' égale à un certain pourcentage de la consommation intérieure et un pourcentage additionnel (également de la consommation intérieure) qui augmente proportionnellement à l'écart par rapport à la formule. En somme, en accordant davantage de flexibilité dans le traitement tarifaire pour les produits sensibles, on arrive à des expansions des contingents tarifaires plus importantes.

Selon Falconer, il n'était guère utile qu'il rédige son propre document sur le sujet car il y avait eu peu de changements dans les positions des Membres.

Les discussions sur le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS), qui reposaient effectivement sur un document d'octobre du G-33, ont également été peu concluantes.

Certaines questions restent non résolues en ce qui concerne la conversion des droits 'spécifiques' sur la base des volumes des importations en équivalents 'ad valorem' fondés sur des pourcentages. Les Membres ont convenu, en mai 2005, d'une approche mathématique large pour la conversion en équivalents en valorem, qui est une condition préalable au classement des tarifs dans les étages de la formule de réduction, mais ne se sont pas décidés sur le traitement du sucre, ainsi que sur les procédures de vérification des calculs

des équivalents ad valorem des uns et des autres. Il a été décidé, lors de la réunion, que le Secrétariat organiserait une rencontre pour résoudre les questions en suspens sur ce sujet.

Certaines préoccupations ayant trait au processus sont ressorties lors de la réunion. Cuba et le Sri Lanka se sont demandé à voix haute si leurs points de vue avaient été représentés dans les consultations auxquelles ils n'avaient pas été pas invités. Quelques délégués ont laissé entendre que les pays qui n'appartiennent pas à des groupes régionaux ou autres significatifs dans les négociations risquaient d'être laissés en marge des discussions.

Le démarrage de la prochaine 'semaine de l'agriculture' officielle est fixé au 20 mars.

Services : les demandes plurilatérales prennent forme

Les négociateurs commerciaux s'attendent à ce que des groupes de Membres de l'OMC présentent près de 20 demandes collectives d'ouverture de leurs marchés aux fournisseurs de services étrangers, dans presque tous les secteurs et modes. Selon des sources, le Brésil, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande sont ciblés par nombre des demandes plurilatérales, alors que d'autres pays n'ont été cités que dans un petit nombre. Les groupes des 'amis' seraient en train de préparer des demandes dans des secteurs spécifiques, notamment les services de télécommunications, juridiques, maritimes, énergétiques, logistiques et financiers, ainsi que pour l'accès accru de différents travailleurs (ce que l'on appelle le 'Mode 4' des négociations sur les services) et l'accroissement de la fourniture transfrontières de services ('Mode 1').

Au cours de la réunion du 16 février de la Session spéciale du Conseil du commerce des services, les délégués ont débattus de la structuration des négociations plurilatérales sur l'accès aux marchés qui suivront la présentation des offres. Plusieurs

délégations souhaitent que le prochain 'groupe' des services, devant démarrer fin mars, consacre davantage de temps à des réunions entre groupes de demandeurs et de 'demandés', c'est-à-dire, les pays qui reçoivent des demandes. Certaines délégations des pays en développement ont fait part de leurs préoccupations concernant le fait que des contraintes de capacités pourraient entraver la possibilité de participer à ces sessions. Ils ont demandé que les réunions ne soient pas fixées simultanément pour garantir qu'ils seront en mesure d'avoir des négociations basés à Genève présents à chacune de ces réunions. Les dispositions relatives aux services dans la Déclaration ministérielle de HongKong de 2005 mettent particulièrement l'accent sur la nécessité de prendre en compte les contraintes de capacité des pays en développement, dans le processus des négociations plurilatérales. Certains délégués des pays en développement sont particulièrement inquiets du fait que trois semaines de réunions, dont deux semaines réservées exclusivement à des réunions plurilatérales, constituent de fortes pressions sur leur temps et leurs ressources, en raison des autres questions de négociation qu'ils ont souvent à traiter.

Bien qu'elles soient autorisées depuis longtemps au titre de divers ensembles de règles pour les négociations de l'OMC sur les services, les négociations plurilatérales sur l'accès aux marchés ont été mentionnées de manière explicite dans la Déclaration de HongKong, qui fixait la date cible du 28 février pour la présentation de demandes plurilatérales.

Les demandes plurilatérales sont toujours en train de prendre forme

Certaines questions relatives aux prochaines demandes plurilatérales se sont avérées épineuses - notamment le point de savoir si tous les pays qui présentent une demande collective seront tenus, de manière formelle ou informelle, de prendre les mêmes engagements de libéralisation que ceux qu'ils recherchent. Dans l'état actuel des choses, il semble que les pays seront supposés recevoir les mêmes demandes plurilatérales que celles qu'ils présentent. Les Membres qui demandent des

concessions qu'ils ne sont pas eux-mêmes disposés à faire seraient, dans tous les cas, peu susceptibles d'avoir une position forte dans les négociations consécutives sur l'accès aux marchés.

Des sources laissent entendre que la libéralisation recherchée dans les demandes collectives sera liée de manière spécifique aux flexibilités normales en matière d'engagements d'ouverture des marchés figurant dans l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), qui autorisent les pays à choisir les sous-secteurs dans lesquels prendre des engagements et qui spécifient les conditions dans lesquelles les fournisseurs de services étrangers opèrent. Ceci s'appliquerait également aux demandeurs - ce qui peut permettre des demandes collectives pour rechercher un niveau de libéralisation plus poussé que ce cela ne serait possible si chaque pays appuyant la demande avait à s'inquiéter de savoir si des contraintes juridiques internes l'autorisaient à prendre des engagements comparables à ceux qu'il recherchait.

Washington pourrait, par exemple, recourir à ces flexibilités pour tenter de justifier son refus de prendre des engagements politiquement litigieux sur le Mode 4 ou de mettre un terme au monopole des navires américains ou de fabrication américaine pour le transport de marchandises entre ports américains.

Les demandes plurilatérales sont, de plus, susceptibles de réaffirmer le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, figurant dans l'article XIX de l'AGCS, qui ménage à ces pays " une flexibilité appropriée " pour qu'ils puissent ouvrir moins de secteurs et " élargir progressivement l'accès aux marchés en fonction de la situation de leur développement. " Les pays en développement peuvent se fonder sur ceci pour refuser de prendre des engagements qu'ils estiment incompatibles avec leurs priorités en matière de développement.

Un diplomate des milieux du commerce a laissé entendre que les négociations plurilatérales seraient plus susceptibles de mener à de nouveaux engagements de libéralisation que le processus

bilatéral normal, car les Membres auraient une idée large de ce que plusieurs pays à la fois recherchent et sont disposés à donner. De plus, les demandes plurilatérales seraient, dit-on, plus spécifiques que les demandes bilatérales ont tendance à être, dans la mesure où, par exemple, elles spécifient clairement quelles restrictions particulières en matière d'accès aux marchés elles souhaitent voir supprimées.

Les demandes plurilatérales seront, en outre, structurées de diverses manières. Certaines seront sous forme de listes types d'engagements, auxquelles les pays qui reçoivent des demandes seront tenus de se conformer aussi strictement que possible, bien qu'ils soient en mesure, du moins en principe, de recourir aux flexibilités qui leur permettent de s'abstenir de prendre des engagements qui leur paraissent peu satisfaisants. D'autres peuvent demander aux pays de supprimer une liste de réserves, c'est-à-dire des restrictions sur les fournisseurs de services étrangers. Autrement, il peut leur être demandé d'adhérer à une 'document de référence', par exemple celui sur les télécommunications, ce qui impliquerait leur adhésion à la série de disciplines réglementaires qui y est énoncée.

Les négociations plurilatérales de groupe à groupe ?

Certains observateurs des milieux du commerce laissent entendre que les négociations sur les demandes plurilatérales opposeront le groupe des demandeurs au groupe qui reçoit les demandes et ne permettront pas aux demandeurs de se liguer contre des Membres particuliers, comme l'avaient craint certains groupes de la société civile et les pays en développement. Ceci pourrait aboutir au fait qu'un certain niveau de base des engagements de libéralisation sera convenu de manière plurilatérale, et que par la suite, les demandeurs feront des demandes plus profondes, de manière plurilatérale, pour des marchés cibles clés.

Lors de la réunion de la Session spéciale du Comité du commerce des services, le 16 février, plusieurs pays en développement dont le Brésil et la Malaisie ont mis l'accent sur le caractère

volontaire du processus plurilatéral, en soulignant le fait que le langage de la Déclaration de HongKong spécifie simplement que les Membres recevant des demandes plurilatérales " examineront de telles demandes. " Ces pays ont souligné que cette approche n'était destinée qu'à compléter l'approche bilatérale de présentation de demandes et d'offres. Au cours du groupe récent, les Membres ont également continué à tenir des réunions bilatérales pour débattre des demandes et des offres existantes.

NOUVELLES DE L'OMC

Le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires débat du rôle de la reconnaissance régionale ; le traitement spécial et différencié refait également surface

Les Membres de l'OMC se sont penchés, au cours d'une session du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), du 30 janvier au 2 février, sur le rôle que l'institution commerciale mondiale devait jouer pour prendre en compte la nécessité de reconnaître des régions au sein des pays ou de blocs commerciaux comme étant exemptes de parasites et de maladies, aux fins du commerce international. Alors que plusieurs pays en développement ont soutenu que des directives de l'OMC étaient nécessaires, de nombreux pays développés ont laissé entendre que les processus en cours au sein de l'Organisation mondiale de la santé animale et de la Convention internationale sur la protection des végétaux étaient adéquats pour garantir que les exportations de pays entiers n'étaient pas bloquées en raison d'un problème de parasites ou de maladies dans une seule région isolée.

Les Membres ont également débattu des voies et moyens de mener les négociations du Comité relatives au traitement spécial et différencié, prescrites par Doha et de garantir que les pays en développement ont la capacité de tirer profit de telles flexibilités.

Plusieurs pays se sont également dits inquiets du fait que la mobilisation globale contre la grippe aviaire, et en particulier les restrictions commerciales insuffisamment justifiées, pourraient dissuader des gouvernements de fournir des renseignements détaillés sur la maladie, entravant, en retour, les tentatives visant à freiner sa propagation. L'Organisation mondiale de la santé animale a confirmé que des réponses sans fondement scientifique - par exemple l'imposition d'une interdiction de commercer à des pays qui annoncent la présence d'une souche de virus totalement différente - " décourage la transparence et entrave donc les tentatives globales visant à suivre l'évolution de la maladie. "

La régionalisation est-elle une alternative réalisable?

Aux fins de l'article 6 de l'Accord SPS, les gouvernements sont tenus de reconnaître des régions d'un pays ou couvrant des parties de plusieurs autres pays comme étant des sources sûres pour l'importation de produits alimentaires animaux ou végétaux, au lieu de fonder les échanges entièrement sur les frontières nationales. Ces régions pourraient, en particulier, être déclarées " exemptes " de parasites ou de maladies.

Au cours des deux journées de réunions informelles précédant la session formelle, près de 15 Membres ont procédé à des échanges sur leurs expériences en matière de 'régionalisation', en expliquant qu'ils avaient confiné les maladies ou les parasites dans des régions particulières, mais avaient par la suite subi un traitement inéquitable, avec l'application de mesures commerciales aux exportations en provenance de toutes les parties de leurs pays respectifs.

Il continue d'y avoir un clivage entre pays développés et pays en développement sur le point de savoir si le Comité SPS doit rédiger des lignes directrices pour permettre aux Membres d'appliquer l'article 6 de l'Accord. Si la plupart des pays développés ont réagi aux présentations de l'Organisation mondiale de la santé animale et de la Convention internationale sur la protection des végétaux en déclarant que les processus suivis par

les deux organisations étaient suffisants pour garantir que des régions sont reconnues comme exemptes de parasites, un groupe de pays en développement a formulé un avis contraire. Selon un délégué d'un pays en développement, il fallait faire de la régionalisation un élément fixe de l'agenda du Comité SPS, pour garantir que les efforts s'intensifient dans cette direction.

Si elles sont mises en œuvre de manière adéquate, des mesures nationales qui permettent la reconnaissance (et la non reconnaissance effective) qu'une région exportatrice a un problème de parasites ou de maladies particulier permettraient aux pays importateurs, à travers une reconnaissance multilatérale de la région comme étant une zone géographique et commerciale affectée, de suspendre les importations en provenance de la seule région affectée, et non du pays dans son ensemble. Des pays, dont le Canada et le Brésil, ont fait des échanges sur des exemples d'interdictions imposées par des partenaires commerciaux pendant de longues périodes sur toutes leurs exportations de certains produits, en dépit du fait que les épidémies étaient restreintes à une petite région de chacun des pays. Selon les pays en développement partisans de l'élaboration de lignes directrices sur la question à l'OMC, les interdictions à l'échelle des pays ont des incidences désastreuses - inutiles - sur leurs secteurs des exportations.

Certains pays en développement ont cependant fait part de leurs préoccupations, dans les couloirs, à l'extérieur de la salle de réunion, en ce qui concerne la faisabilité du passage à la mise en œuvre des mesures SPS sur une base régionale, en raison des investissements coûteux nécessaires pour séparer différentes régions au sein de son pays, à des fins commerciales. Ils ont également formulé la crainte que de tels investissements n'aboutissent à aucun résultat, si les pays importateurs omettent de reconnaître la région ou d'élaborer des procédures effectives pour retirer les mesures SPS des exportations des régions non affectées. Les Membres n'ont toutefois pas été en mesure de se mettre d'accord sur les moyens de prendre en compte ces questions, lors de la session

formelle, et plusieurs négociateurs ont laissé entendre qu'un consensus était peu probable sur les dignes directrices pour la régionalisation. Certains ont déclaré que le Comité SPS devrait plutôt faciliter la surveillance des discussions au sein de l'Organisation mondiale de la santé animale et sur la Convention internationale sur la protection des végétaux et appuyer les calendriers et les dates limites qu'elles adoptent.

L'interprétation du mandat du traitement spécial et différencié s'avère difficile

La question des relations entre les règles SPS et l'assistance technique a refait surface au cours des discussions sur le traitement spécial et différencié, bien que les Membres aient convenu de différer de deux ans la date limite de 2006 pour le réexamen d'une procédure de transparence créée par le groupe en 2003, destinée à encourager les Membres à fournir aux pays en développement l'aide dont ils peuvent avoir besoin pour répondre aux mesures SPS notifiées. Le mécanisme encourage les pays en développement à rechercher des consultations bilatérales avec les Membres qui mettent en application des mesures SPS auxquelles ils ont des difficultés à se conformer, et exige de ces derniers qu'ils divulguent la teneur de ces consultations. L'accent a été mis sur le fait qu'aucun pays en développement n'a tiré profit de la procédure au cours durant les deux années où elle a été mise en application, bien qu'elle ait été adoptée en fanfare. Des sources ont laissé entendre qu'elle mettait en évidence un problème systémique au sein du Comité SPS, à savoir que les pays développés reprochent aux pays en développement de ne pas recourir aux flexibilités présentes dans l'accord et ailleurs, alors que nombre de pays en développement ne sont pas en mesure ni d'assister aux réunions du Comité SPS, ni de comprendre les flexibilités, ni de les mettre en œuvre. Plusieurs pays en développement ont laissé entendre, lors de la réunion, qu'il fallait examiner les raisons pour lesquelles le mécanisme de transparence n'avait pas été utilisé.

Des questions similaires ont été soulevées dans les discussions portant sur les moyens de faire avancer les négociations S&D prescrites par Doha. Selon

les pays développés, les questions débattues dans le paragraphe 43 du rapport sur le traitement S&D lié aux SPS (G/SPS/35), que les Membres avaient adoptées en juin 2005, devraient servir de point de référence pour les négociations en cours. Celles-ci se concentrent essentiellement sur des questions d'assistance technique liée aux SPS. Les pays en développement souhaitent toutefois se concentrer sur la révision des 5 propositions de traitement spécial et différencié lié aux SPS auxquelles il avait été fait référence tout au long du même rapport, mais ont déclaré ne pas avoir reçu les commentaires spécifiques sur ces propositions, qui leur auraient permis d'apporter des révisions qui prennent en compte les questions sous-jacentes. Ce débat reflète de manière fidèle celui qui se déroule au sein de la Session spéciale du Comité du commerce et du développement et se poursuivra probablement dans l'avenir. De plus il se pose la question de savoir si le Comité devrait transmettre les recommandations sur les questions figurant dans le paragraphe 43 au Conseil général.

Les Membres ont également pris en considération des préoccupations commerciales spécifiques, notamment des mesures visant à lutter contre la maladie de la 'vache folle' (encéphalopathie spongiforme bovine ou ESB) et la fièvre aphteuse. Ils ont également débattu d'une plainte émanant de la Nouvelle-Zélande, concernant le temps que l'Australie prend pour accepter ses pommes, ainsi l'offre européenne de fournir au Sri Lanka une assistance technique pour que ce pays se conforme aux réglementations européennes sur les résidus de dioxyde de soufre dans les exportations de cannelle.

La prochaine réunion formelle du Comité SPS est fixée aux 29-30 mars.

AMNA : Pas de progrès, mais les
Membres se comportent de manière
plutôt amicable

Les Membres de l'OMC n'ont pas réalisé d'avancées, à la reprise des négociations sur l'accès

aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), pour leur première réunion depuis la Conférence ministérielle de décembre, à Hongkong. Un négociateur a toutefois laissé entendre que le principal objectif des réunions des 2-3 février était de permettre aux délégations de se 'réengager' plutôt que de se concentrer sur les divergences de fond et a fait état de l'impression selon laquelle les Membres semblaient plus disposés qu'auparavant à rechercher un compromis.

Résumant sa dernière session en tant que président des discussions sur l'AMNA, l'ambassadeur Stefan Johannesson de l'Islande a qualifié la teneur des discussions de plus " professionnelles " qu'auparavant, mais a déclaré que les Membres devaient être plus disposés à rechercher un compromis pour convenir des voies et moyens de prendre en compte les effets de l'érosion des préférences commerciales due à la libéralisation tarifaire multilatérale.

Johannesson a mené des consultations très brèves avec près de 20 délégations de Membres sur des questions relatives, entre autres, à la formule de réduction tarifaire, la nature et la portée du traitement flexible à accorder aux pays en développement lorsqu'ils abaissent leurs tarifs industriels (par exemple, l'exemption de réduction pour un petit nombre de lignes tarifaires), les tarifs non consolidés, les petites économies vulnérables et l'érosion des préférences.

Certains Membres ont suggéré qu'il serait utile de discuter des effets des abaissements tarifaires qui découleraient de valeurs spécifiques des coefficients et des flexibilités de la formule. Plusieurs Membres ont également déclaré que l'élaboration d'une liste de questions à résoudre - comme cela se fait actuellement dans les négociations sur l'agriculture - pourrait aider à faire progresser les discussions. Certains Membres estiment que les négociations sur le traitement à réserver aux petites économies vulnérables exigeraient l'élaboration de critères d'identification reposant sur des indicateurs du degré de vulnérabilité, en plus de la taille du marché.

Des sources indiquent que le Kenya et un groupe de pays qui bénéficient de régimes de préférences commerciales seraient entrés en conflit avec le Costa Rica et plusieurs pays essentiellement latino-américains qui n'en bénéficient pas. La Déclaration de HongKong " reconna[ît] les défis auxquels peuvent être confrontés les Membres bénéficiant de préférences non réciproques " et donne pour instruction aux pays " d'intensifier les travaux sur l'évaluation de la portée du problème en vue de trouver des solutions possibles. "

Pour ce qui est des obstacles non tarifaires, le Japon, importateur majeur de ressources naturelles, a déclaré son intention de présenter un texte juridique sur les restrictions à l'exportation à temps pour respecter la date limite du 30 avril pour des ' modalités complètes ' énoncées dans la Déclaration de HongKong.

Un groupe de pays en développement comprenant l'Argentine, le Brésil, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, la Namibie, les Philippines, l'Afrique du sud, la Tunisie et le Venezuela, ont réitéré, dans les discussions sur l'AMNA, la position que la plupart d'entre eux avaient énoncée lors de la Conférence ministérielle de HongKong, en mettant l'accent sur le fait que les négociations devaient respecter les préoccupations en matière de développement, notamment en ce qui concerne les flexibilités en faveur des pays en développement. Au nom du 'groupe de l'AMNA, l'Inde a mis l'accent sur le fait que les résultats des négociations ne devaient pas peser de manière disproportionnée sur les pays en développement.

Johannesson sera remplacé en tant que président de l'AMNA par l'ambassadeur Donald Stephenson du Canada. Selon un diplomate des milieux du commerce, les Membres n'avaient pas attendu grand-chose de la session récente des discussions sur l'AMNA, car le président quittait ses fonctions et était peut-être en train de " réserver quelques munitions " à son remplaçant, dont le mandat doit démarrer le 27 février.

Démarrage des discussions sur la facilitation des échanges avec une vague de nouvelles propositions

La réunion du Groupe de négociation de la facilitation des échanges de l'OMC, les 15-16 février derniers, la première depuis la Conférence ministérielle de décembre, à HongKong, a été marquée par une vague de nouvelles propositions. Les huit nouvelles présentations portaient toutes sur trois articles du GATT que les négociations sur la facilitation des échanges sont supposées clarifier : liberté de transit pour les marchandises d'autres États Membres (article V), les redevances et formalités se rapportant à l'importation et à l'exportation (article VIII) et la transparence dans l'administration et la réglementation des règles commerciales (article X).

Quel itinéraire pour le transit ?

La présentation du Chili (TN/TF/W/70), qui traitait de tous les trois articles, appelait les Membres à établir " des itinéraires et des périodes de transit précis entre le point d'entrée et de sortie, " pour prélever des redevances qui ne sont pas strictement liées aux coûts de transport, et de divulguer tous les frais ayant trait au transport. Des questions similaires ont été soulevées dans un document conjoint préparé par 8 pays : Arménie, Canada, Moldavie, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Paraguay République Kirghiz et UE (TN/TF/W/79), qui spécifiait que les frais liés au transit devraient être transparents, être équivalant, en gros, au coût du service rendu, et faire l'objet d'un réexamen périodique.

Les itinéraires de transit ont fait l'objet de nombreuses interventions au cours de la réunion. La plupart des pays ont estimé que le choix d'un itinéraire de transit devrait reposer sur des considérations commerciales et qu'il revenait à l'opérateur d'en décider. D'autres, notamment le Pakistan, ont estimé que cette approche était 'risquée' ; l'Argentine a fait état de la nécessité d'arriver à un équilibre entre les intérêts commerciaux et les intérêts nationaux. L'UE serait en faveur de permettre aux opérateurs de choisir

l'itinéraire, les gouvernements conservant le droit d'appliquer des restrictions, si nécessaire. Selon un délégué d'un pays en développement contacté, le recours intensif à un itinéraire spécifique pourrait mener à une congestion, en particulier en cas de mauvais état de la route et des infrastructures. Il était nécessaire d'améliorer un certain nombre d'itinéraires alternatifs entre les points d'entrée et de sortie et en attendant, les gouvernements devraient être en mesure de réglementer le trafic qui utilise un itinéraire particulier.

Des préoccupations en matière de coût, de traitement spécial et différencié et d'assistance technique et de constitution de capacités sous-tendent la plupart des propositions

En ce qui concerne les redevances et formalités se rapportant à l'importation et à l'exportation, la proposition du Chili comprenait la mise en place d'un 'guichet unique' pour le dédouanement des exportations/importations, ainsi qu'un registre de tous les services liés aux opérations d'exportation et d'importation, afin de rehausser la transparence et la prévisibilité. Certains Membres ont fait part de leur scepticisme à l'égard de la proposition de 'registre' qu'ils considèrent trop coûteux.

Des préoccupations ayant trait à l'assistance technique, à la constitution de capacités et au coût de la mise en œuvre de futures règles sur la facilitation des échanges ont été formulées dans un certain nombre de propositions.

La proposition de la Mauritanie, au nom du groupe des pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) - TN/TF/W/73 - appelait à la mise en place d'un mécanisme de coordination interagences pour la fourniture d'assistance technique et la constitution de capacités liées à la facilitation des échanges, en impliquant des organisations internationales, régionales et sous-régionales telles que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNCEA), l'OMC, l'Organisation mondiale des douanes et la Banque mondiale. Cette agence les aiderait à identifier leurs besoins et priorités liés à l'assistance technique et à la constitution de

capacités, durant les négociations, et à les mettre en œuvre par la suite.

La flexibilité et le besoin de traitement spécial et différencié ont été des aspects clés de la présentation des ACP. La Moldavie et la République Kirghiz se sont concentrées sur ces questions dans une communication conjointe (TN/TF/W/74), ainsi que dans la proposition que ces deux pays ont coparrainée avec l'Arménie, le Canada, la Mongolie, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay et l'UE. Alors que la présentation de la Moldavie et de la République Kirghiz demandait des flexibilités spéciales en faveur des petites économies à faible revenu en transition, la présentation des huit pays avançait des suggestions concrètes sur le traitement spécial et différencié, notamment des périodes de mise en œuvre plus longues pour des engagements à forte intensité de ressources, et même des exemptions spécifiques jusqu'à ce que les pays les moins avancés (PMA) et d'autres pays dans le besoin, notamment les petites économies à faible revenu en transition, disposent de capacités. Cette dernière présentation a également noté l'importance que revêtait le traitement spécial et différencié en ce qui concerne le transit pour les pays enclavés, bien qu'elle n'ait pas énoncé clairement ce qui ceci impliquerait.

L'accent mis sur les exceptions générales et sur celles concernant la sécurité

Le document des huit pays (W/79) énonçait un principe de 'non discrimination' en ce qui concerne des procédures et redevances liées au commerce qui reflétaient les interdictions du GATT relatives la différenciation entre marchandises, sur la base de leur origine nationale : " En ce qui concerne tous les droits, règlements, prescriptions, procédures, et redevances et frais, y compris les frais de transport, qui affectent le passage interne de trafic en transit à travers le territoire d'un Membre, sans préjudice du contrôle et de la supervision légitimes des marchandises en transit, les Membres accorderont au trafic en transit en provenance ou à destination du territoire de tout Membre, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises,

exportations et importations nationales, et à leur mouvement. "

Mettant l'accent sur l'importance que revêtent les objectifs de politique publique, la proposition renvoie aux exceptions générales et à celles concernant la sécurité dans le GATT, en spécifiant que " la sécurité nationale, la santé, la sécurité sanitaire et l'environnement ne seront compromises en aucune façon " par de nouvelles disciplines sur la facilitation des échanges. Elle spécifie que le traitement du trafic en transit ne doit simplement ni être arbitraire, ni constituer une restriction déguisée sur les échanges internationaux. Selon une source dans les milieux du commerce, celles-ci peuvent être signification en termes de règles de transit liées à la facilitation des échanges, car les Membres sont de plus en plus préoccupés par des questions ayant trait à l'environnement, à la santé et au terrorisme.

Inde : Les unions douanières devraient harmoniser les procédures aux frontières

L'Inde a fait présenter deux communications sur l'harmonisation des unions douanières. Dans une proposition portant sur les redevances et formalités liées au commerce (TN/TF/W/77), l'Inde a mis l'accent sur l'importance que revêtent des procédures uniformes de dédouanement aux frontières pour les produits agricoles et alimentaires entre parties d'une union douanière, notamment des spécifications, des définitions, et des méthodes d'inspection, l'échantillonnage et de tests. L'Inde a fait valoir que l'alternative était un 'traitement différencié' pour la même marchandise par différents Etats Membres d'une union douanière.

Dans une proposition complémentaire portant sur la transparence (TN/TF/W/78), l'Inde a soutenu que le système 'd'alerte rapide' utilisé dans certaines unions douanières (et certains pays) pour surveiller et garantir la qualité du produit alimentaire importé, avait des effets de restriction sur les échanges. Dans le cadre de tels systèmes, dès que des importations contaminées ou qui ne répondent pas aux normes requises sont détectées, tous les Membres de l'union douanière sont avisés,

de même que le pays exportateur, après quoi les envois de l'exportateur sont soumis à une inspection de 100% aux points d'entrée, ce qui en retarde le dédouanement.

L'Inde a fait valoir que les alertes peuvent être déclenchées par un paramètre pour lequel différents Etats Membres d'une union douanière appliquent des prescriptions différentes. Ce pays a donc soutenu que les unions douanières ne devraient recourir aux systèmes d'alerte rapide que si elles appliquent des normes uniformes dans l'ensemble de leurs Etats membres. L'Inde a également proposé des procédures que les alertes rapides doivent suivre pour minimiser le risque de devenir des obstacles non équitables au commerce.

Un observateur des milieux du commerce a laissé entendre que les auteurs de ces propositions les avaient peut-être faites en ayant l'UE à l'esprit, car l'Union est à la fois un marché exportateur majeur et une union douanière dans laquelle certains Etats Membres appliquent des politiques différentes en ce qui concerne les importations de produits alimentaires.

UEMOA : les ministres du commerce se concertent sur le dossier coton

Les ministres chargés du commerce des Etats membres de l'Union économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) se sont réunis, le 23 février 2006 à Ouagadougou, pour examiner les dispositions relatives aux négociations commerciales du coton.

Les travaux des ministres en charge du Commerce des Etats membres de l'UEMOA ont porté essentiellement sur l'examen des conclusions de la réunion des experts tenue du 20 au 22 février 2006. Les ministres se sont en effet, penchés sur les enjeux des négociations commerciales du coton, au regard des conclusions de la conférence ministérielle de l'OMC tenue à Hong Kong, du 13 au 17 décembre 2005. Présidant la réunion, le ministre du commerce du Burkina Faso, Benoît

Ouattara, a affirmé que la rencontre fait le point de l'évolution actuelle des négociations commerciales sur le coton. Elle devrait de ce fait permettre d'ajuster la stratégie de négociation de l'UEMOA, avant la prochaine conférence de l'OMC, prévue en avril 2006 à Genève, conformément à la décision des ministres à Hong Kong.

Ils ont par ailleurs, adopté les propositions de listes communes d'engagement de libéralisation dans le cadre des négociations agricoles... Tout en faisant le point sur les mesures prises pour lever les obstacles aux échanges de marchandises originaires de l'UEMOA, les ministres chargés du Commerce ont adopté le projet de déclaration ministérielle.

La participation de l'UEMOA à la réunion du Conseil général de l'OMC, prévue en avril/mai 2006 à Genève était également à l'ordre du jour de cette rencontre. Les ministres en charge du Commerce des Etats membres de l'UEMOA entendent oeuvrer à l'aboutissement heureux des négociations commerciales du coton.

En ce qui concerne "l'initiative sectorielle en faveur du coton", la conférence stipule, selon Benoît Ouattara, que toutes les formes de subventions à l'exportation du coton dans les pays développés seront éliminées en 2006. Cependant, "le texte final reste vague et imprécis en ce qui concerne les soutiens internes, la dimension du développement, les modalités de soutien et le calendrier".

Sources : Notes Enda, Sydwaya

SUR LE FIL

Sucre: l'île Maurice intensifie ses initiatives en direction de l'Union européenne

Les autorités Mauriciennes semblent ne pas vouloir baisser les bras à la suite de la décision européenne de réforme du protocole sucre. Une intense activité de plaidoyer et de lobbying est déployée par le

Ministre Arvin Boolell afin d'obtenir de meilleures mesures d'accompagnement. L'Etat mauricien a opté pour un lobbying auprès des pays influents de l'Union. Exercice qui intervient à une période où les décideurs politiques se concertent pour déterminer les perspectives financières 2007-2013, d'où seront puisées les mesures d'accompagnement destinées à atténuer les effets de la réforme sur le secteur sucrier des ACP.

En effet, en contrepartie d'une baisse de 36 % du prix garanti, l'Europe offre des mesures d'accompagnement aux Etats ACP exportateurs de sucre. Cependant, la limite de 15 % de cette enveloppe d'aide ne suffira pas au pays. D'autant plus que le quota de Maurice représente 38 % du volume du sucre ACP exporté vers l'UE.

Outre la France et l'Allemagne, le ministre Mauricien se rendra en Espagne et aux Pays-Bas. Des pays qui, à un moment donné, ont fait cause commune avec les ACP pour une réforme assouplie du régime sucrier européen. L'Autriche occupe, elle, la présidence de l'Union de janvier à juin 2006. Ses ministres disposent d'une marge de manoeuvre pour faire avancer un dossier spécifique.

L'influence politique servirait à augmenter l'enveloppe d'aide en faveur des ACP. L'extension de ce lobbying auprès des eurodéputés, très sensibles à la cause des ACP, facilitera l'avancement du dossier. Car la décision finale sur le montant globale revient aux ministres de l'Agriculture et au Parlement européen. Cependant, la distribution de ces moyens financiers revient à la Commission européenne selon des critères spécifiques.

Sources : l'express.

Dossier coton à l'OMC : Le Congrès américain obtempère, les pays africains reprennent l'initiative

Lors de la première réunion du Sous-comité du coton, aux lendemains de la Conférence ministérielle de Hong Kong, et à quelques jours près de l'adoption par le Congrès américain de la loi sur la suppression des subventions à l'exportations du coton " The deficit reduction Omnibus reconciliation Act ", les Membres du C-4 - Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad - ont appelé à la création d'un mécanisme de surveillance pour la mise en œuvre des conditions énoncées dans le paragraphe 11 de la Déclaration finale, relatif au coton.

Le paragraphe 11, rappelant le mandat, octroyé par les Membres, de traiter le coton de manière ambitieuse, rapide et spécifique, tel qu'énoncé dans le "Paquet de juillet", exige des pays développés, l'élimination, en 2006, de toutes les formes de subventions à l'exportation pour le coton et qu'ils accordent un accès en franchise de droits et sans contingent aux exportations de coton en provenance des pays les moins avancés (PMA) à compter du début de la période de mise en œuvre. Il établit, par ailleurs, la nécessité de réduction des subventions internes à la production de coton ayant des effets de distorsion sur les échanges, de manière plus ambitieuse que dans le cadre de toute formule générale qui sera convenue, dans un délai de mise en œuvre plus court que celui qui sera généralement applicable.

Suppression des subventions sur le coton par le Congrès américain

Par 216 voix contre 214, la Chambre des représentants des USA a approuvé la loi pour une réduction des dépenses intérieures de l'ordre de 39 milliards de dollars sur cinq ans, dont 2,7 milliards pour les programmes agricoles. Le Sénat avait approuvé le même texte à la fin de l'année dernière. La portée d'un tel vote est la suppression des subventions sur le coton, déclarées illégales par l'Organe de Règlement des Différends (ORD) de l'OMC. Il appartient maintenant au président Bush

de la signer pour qu'elle puisse entrer en vigueur à la date du 1er août 2006.

Le Brésil avait fait preuve d'une réelle magnanimité dans la mise en œuvre de la décision de l'ORD contre les USA, en acceptant en juillet dernier de différer ses sanctions prévues pour laisser le temps aux élus américains de voter les textes législatifs en question.

Selon le représentant américain pour le Commerce Rob Portman, la suppression des subventions "règle deux questions commerciales prioritaires: cela met en œuvre des demandes formulées dans la plainte du Brésil devant l'OMC et cela remplit les engagements pris lors de la récente réunion ministérielle à Hong Kong d'éliminer les subventions sur le coton d'ici 2006".

Réagissant à cette nouvelle, un haut représentant des pays Membres du C-4, exprimait sa satisfaction, lors d'une conférence de presse, en soulignant que "cette suppression constitue une preuve éclatante de la justesse de la cause des cotonculteurs africains, [...] ainsi que la pertinence de l'initiative sur le coton soumise par le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad..."

Nouvelle proposition sur le coton à l'OMC

Le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad ont présenté une nouvelle proposition (TN/AG/GEN/12) appelant à des réductions plus fortes et plus rapides des subventions au coton que celles pour le soutien interne à d'autres produits. Les quatre artisans du programme de travail de Doha sur le coton ont appelé à une réduction du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges trois fois plus importante que l'abaissement convenu pour le soutien interne en général et à une période de mise en œuvre trois fois moins longue. Ceci serait réalisé en liant la formule de réduction générale à un coefficient 'c' dans le calcul des abaissments des subventions au coton.

On ne voit pas très bien comment les subventions au coton peuvent être abaissées trois fois plus que le soutien interne général, car pour les propositions sur la table, ceci entraînerait des réductions de

l'ordre de 150 à 210%. Toutefois, selon des sources, les 4 pays sont susceptibles, au cours des semaines à venir, de spécifier comment ce coefficient 'c' se traduirait par un niveau de réduction plus important que pour les autres produits. De grands pays qui versent des subventions, comme les États-Unis, n'auraient pas fait de commentaires sur la proposition.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'aide au développement, les quatre pays ont renouvelé leur requête auprès du Secrétariat de l'OMC, d'intensifier davantage les travaux avec les donateurs et institutions bilatéraux et multilatéraux, afin de trouver les voies et moyens et mettre en place un mécanisme qui permette de palier les situations de pertes de recettes pouvant découler de baisse des revenus dans le secteur du coton, jusqu'à la fin des subventions.

La prochaine réunion du Sous-comité du coton prévue pour le 28 février a été reportée au 02 mars.
Sources : Rapport ICTSD, Romandie.com

[Lamy dévoile la composition de l'Equipe spéciale de l'aide pour le commerce et appelle à des négociations fondées sur des textes](#)

Le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy a, le 8 février dernier, appelé les Membres à agir " de concert " pour avancer de nouvelles positions de négociation sur toutes les questions dans les discussions en cours sur le Cycle de Doha, afin de sortir du blocage actuel et de réaliser les objectifs qu'ils s'étaient fixés lors de la Conférence ministérielle de décembre, à HongKong. Dans son discours au Conseil général, Lamy a déclaré que les délégations auraient à se concentrer sur le texte et sur les chiffres s'ils veulent se donner une chance de réduire leurs divergences. Il a également révélé - puis rapidement révisé - la composition de 'l'Equipe spéciale' qui sera chargée de concrétiser les dispositions relatives à l'aide pour le commerce

énoncées dans la Déclaration ministérielle de HongKong.

Lors de la réunion, les Membres ont formellement convenu d'une liste de nouveaux présidents à la fois pour les Comités réguliers de l'OMC et pour les divers organes de négociation du Cycle de Doha.

Les Membres débattent d'un calendrier de Davos et de processus

Lors du Conseil général du 8 février et de la réunion du Comité des négociations commerciales, le jour précédent, les délégations ont débattu du calendrier pour les négociations de 2006, qui est ressorti d'une rencontre des ministres de près de 25 Membres de l'OMC, tenue à Davos, en Suisse.

Lamy a mis l'accent sur le fait que le calendrier n'était pas un document officiel, mais simplement un " outil de travail utile " - qui donne une idée des travaux qu'il reste à mener pour conclure les négociations d'ici la fin de l'année. Certains Membres ont estimé que le calendrier était utile, mais ont soulevé le point de savoir s'il encourage effectivement les Membres à aller de l'avant - l'histoire des négociations de l'OMC est parsemée de délais non respectés.

Cuba et le Venezuela se sont dits peu satisfaits du calendrier préparé à Davos, et ont fait circuler un document portant sur les 'irrégularités' notées durant la Conférence ministérielle de HongKong, en appelant à davantage de transparence et de participation de tous dans le processus de négociations. Aucun autre Membre n'ayant formulé de préoccupations similaires, Lamy a insisté sur la " satisfaction générale " suscitée par le processus " ascendant " qui avait été adopté à la fois avant et durant la Conférence ministérielle. S'adressant au Comité des négociations commerciales, il a souligné " le travail de vulgarisation essentiel assuré par les différents groupes " - les représentants de divers groupes de Membres jouent un rôle central pour faire circuler l'information sur les travaux de la 'Green Room' et d'autres réunions en groupes restreints auprès des Membres en général.

Le président des négociations agricoles, l'ambassadeur Crawford Falconer, (Nouvelle-Zélande) a vivement encouragé les Membres à discuter les uns avec les autres, en déclarant que des progrès étaient nécessaires sur tous les trois piliers des discussions sur le commerce des produits agricoles : la concurrence à l'exportation, le soutien interne et l'accès aux marchés. Il a rappelé aux Membres qu'il ne restait que trois réunions du Comité d'ici fin avril, qui est la date limite fixée par la Déclaration de HongKong pour que les Membres arrivent à un accord général sur des 'modalités complètes' - des structures et des chiffres pour les abaisséments de subventions et de tarifs, ainsi que les exceptions - pour les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles et non agricoles (AMNA).

Au nom du groupe des pays les moins avancés (PMA), la Zambie a déclaré que ces travaux à mener préalablement à la date du 30 avril devraient inclure un réexamen des critères pour les subventions agricoles autorisées qui entrent dans la 'catégorie verte', ainsi que l'élaboration de disciplines pour la 'catégorie bleue' et de règles visant à empêcher les Membres de reclasser les subventions d'une catégorie à l'autre pour éviter d'avoir à faire des réductions réelles. La Zambie a également appelé à exempter les entreprises commerciales exportatrices d'État des PMA de toute discipline éventuelle. Le groupe des PMA a demandé plus de clarté sur la composition des 3 pour cent de lignes tarifaires que les Membres ont le droit d'exclure de l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingents, en conformité avec la Déclaration de HongKong, ainsi que des négociations en vue d'une élimination progressive de cette exception.

Lamy annonce une équipe spéciale sur l'aide pour le commerce

L'équipe spéciale pour l'aide sur le commerce comprendra la Barbade, le Brésil, le Canada, la Chine, la Colombie, l'Union européenne, le Japon, l'Inde, la Thaïlande, les Etats Unis, ainsi que les coordinateurs du Groupe des ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), du Groupe africain et du Groupe des PMA. Elle sera présidée par

l'ambassadeur suédois Mia Horn af Rantzien, à titre personnel. Comme énoncé dans la Déclaration de HongKong, l'Equipe spéciale " fera des recommandations au Conseil général pour juillet 2006 sur la façon dont l'Aide pour le commerce pourrait contribuer le plus effectivement à la dimension développement de l'Agenda de développement de Doha. "

La Colombie et la Thaïlande ne figuraient pas sur la liste divulguée en premier lieu par Lamy, lors du Conseil général. Lamy a, par la suite, annoncé l'inclusion de ces deux pays, vers la fin de la réunion, après que plusieurs Membres se soient plaints de ce que les pays en développement de taille intermédiaire n'aient pas été représentés de manière adéquate dans l'Equipe spéciale. Selon des sources, la composition du groupe semble faire toujours l'objet de débat et il n'est pas certain qu'aucun autre Membre n'y sera ajouté.

Chaque pays de l'Equipe spéciale sera représenté par son ambassadeur et d'un autre responsable - Lamy a encouragé les pays à envoyer des responsables basés dans les capitales ayant des compétences en matière de questions de développement et de finances. Des organisations internationales, y compris peut-être des groupes régionaux, seront régulièrement invitées à aider l'Equipe spéciale de leurs conseils.

Lamy a annoncé aux Membres que les consultations sur les questions de mise en œuvre reprendraient la semaine prochaine et qu'il ferait rapport sur ces questions lors de la prochaine réunion du Comité des négociations commerciales, pour laquelle aucune date n'a été fixée.

Durant les semaines précédant la Conférence ministérielle de décembre, une série de réunions en 'green room' avait été organisée, le Comité des négociations commerciales et le Conseil général étant placés 'en alerte' de manière permanente pour être en mesure de se réunir à tout moment. On ne sait pas encore si et comment les négociations s'intensifieront d'ici la date butoir du 30 avril qui, insistent à la fois les délégués et Lamy, n'est pas hors de portée.

EVÉNEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

EVÉNEMENTS À L'OMC

27 février, Examen des politiques commerciales : Djibouti

27 février, Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

28 février, Organe d'examen des politiques commerciales - Tour d'horizon de l'évolution de l'environnement commercial international

1 mars, Examen des politiques commerciales : Djibouti

2 mars, Sous-comité du coton

3 mars, Négociations relatives à l'accession (Groupe de travail de l'accession) du Liban

3 mars, Comité du commerce et du développement

EVENEMENTS AILLEURS

13 - 31 Mars, Singapour, Conférence diplomatique pour l'adoption d'un Traité révisé sur le droit des marques (TLT)
<http://www.wipo.int/meetings/2006/tlt-singapore/fr/>

1er - 3 mars, Genève, Forum à participation non limitée sur le projet de traité sur le droit matériel des brevets (SPLT)

http://www.wipo.int/meetings/2006/scp_of_ge_06/fr/

7 - 10 mars, Porto Alegre, Brésil, Une vision Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural
<http://www.icarrd.org/index.html>

28 et 29 mars, Valenciennes (59, France) : deuxième édition du TIC 21, forum économique international
Pour en savoir plus : <http://www.tic21.com>
Contact : tic21@acidd.com

20 - 31 mars, Huitième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, Curitiba, Brésil
<http://www.biodiv.org/doc/meeting.aspx?lg=2&mtg=COP-08>

29 - 31 mars, Vancouver, salon biennal GLOBE 2006 (foires commerciales et conférences liées à l'environnement) neuvième édition.
Contacter : Isabelle Therrien - Déléguée commerciale, Commerce international Canada
Téléphone : (613) 996-1758
Courriel : isabelle.therrien@international.gc.ca
Site Web : www.globe2006.com

22 - 23 mai, Paris, Forum 2006 de l'OCDE, ÉQUILIBRER LA MONDIALISATION, Centre de Conférences Internationales,
http://www.oecd.org/site/0,2865,fr_21571361_35842076_1_1_1_1_1,00.html
Contacts : Pascale Dénoyer (Inscription des intervenants)
Téléphone: + 33 (0)1 45 24 89 25
William Raillant-Clark (Inscription des participants)
Téléphone: + 33 (0)1 45 24 95 72

PUBLICATIONS

En français

Nations Unies, Situation et Perspectives de l'Economie Mondiale 2006, New York, 2006

L'intégralité de la publication est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html> et n'existe qu'en version anglaise sous le titre de "World Economic Situation and Prospects 2006".

Un résumé en français est également disponible à l'adresse suivante :

http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp2006files/es_2006_french.pdf

Frédérique Sachwald, Les nouveaux géants réveillent la " Vieille économie ", Les Échos, 08/02/2006

http://www.ifri.org/files/Economie/Nouveaux_geants_Echos_Sachwald.pdf

Nations Unies, Profil statistique des pays les moins avancés 2005, 62p.

http://www.unctad.org/fr/docs/ldcmisc20053_fr.pdf

OCDE, Perspectives économiques en Afrique (PEA)

Un résumé en français est disponible à l'adresse suivante :

http://www.afdb.org/pls/portal/docs/page/adb_admin_pg/documents/economicsandresearch/note%20de%20base%20aéo4.pdf

L'avenir du traitement spécial et différencié. Les défis jumeaux de l'érosion des préférences et de la différenciation des pays en développement. Synthèse politique. D'après les travaux de la conférence Ifri-AFD, 28 octobre 2005, Paris, France (Texte original en anglais)

http://www.ifri.org/files/Economie/Policy_Brief_French.pdf

Rapport sur le Développement en Afrique 2005

"Élaboré chaque année par le Département de la recherche sur le développement de la Banque, le Rapport sur le développement en Afrique étudie en détail les performances macro-économiques et les questions structurelles les plus récentes, considérées sous l'angle de ce continent, des régions et des différents pays. Il évalue également les perspectives de l'économie africaine à la lumière des changements récents à l'échelle

mondiale. De plus, il offre un examen approfondi de la gestion du secteur public en Afrique."

http://www.afdb.org/pls/portal/docs/page/adb_communications/newspage/rapport%20sur%20le%20developpement%20en%20afrique%202005%20-%20website%20notes.pdf

CNUCED : " Moyens de rendre applicables, pour les pays en développement, d'éventuels accords internationaux sur la concurrence, notamment par l'octroi d'un traitement spécial et différencié pour leur permettre d'adopter et de mettre en œuvre un droit et une politique de la concurrence compatibles avec leur niveau de développement économique. "

http://www.unctad.org/fr/docs/tdrbpconf6d9_fr.pdf

CNUCED, Rapport sur le commerce et le développement (TDR), , Le rapport sur le commerce analyse les tendances économiques et les principales questions d'orientation présentant un intérêt international et formule des suggestions pour traiter ces questions à différents niveaux. Septembre 2005.

<http://www.unctad.org>

FAO : " La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2005 ". Le commerce peut-il être au service des pauvres? La situation de l'alimentation et de l'agriculture 2005 examine les nombreuses façons dont le commerce international et sa libéralisation affectent les populations démunies vivant dans l'insécurité alimentaire.

<http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

FAO : " L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005. Éradiquer la faim dans le monde pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. " Il ne reste plus que 10 ans avant 2015. Les dirigeants mondiaux s'étaient engagés, pour cette date, à réduire de moitié la faim et l'extrême pauvreté et à réaliser des progrès substantiels en matière d'éducation, de santé, d'équité sociale, de pérennité environnementale et de solidarité internationale. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005 examine les progrès accomplis en vue de la réalisation des

objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et des Objectifs du Millénaire pour le développement. <http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

OMC, Commerce international, disparité des revenus et pauvreté. Cette étude de l'OMC, qui se fonde sur deux rapports d'experts établis à la demande du Secrétariat de l'OMC, vise à clarifier les relations existant entre le commerce, la disparité des revenus au niveau mondial et la pauvreté. A télécharger à :

http://www.wto.org/french/res_f/booksp_f/special_study_5_f.pdf

OMC, " Commerce et Environnement ". En s'appuyant sur cinq études de cas concernant l'agriculture intensive, le déboisement, le réchauffement de la planète, les pluies acides et la surexploitation des stocks de poissons, l'étude montre que le commerce pourrait jouer un rôle positif dans ce processus en facilitant la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement de par le monde. Dossiers spéciaux.

A télécharger à :

http://www.wto.org/french/res_f/reser_f/special_studies_f.htm

OMC, statistiques sur le commerce mondial 2005. Ce rapport contient des statistiques détaillées, comparables et à jour sur le commerce des marchandises et des services permettant d'évaluer les courants d'échanges mondiaux par pays, par région et par grands groupes de produits ou catégories de services. A télécharger à :

http://www.wto.org/french/res_f/statis_f/its2005_f/its05_toc_f.htm

ONU : Objectifs du Millénaire pour le développement - Rapport 2005, UN.

Le Rapport 2005 sur les "Objectifs du Millénaire pour le développement" est disponible en format pdf sur le site internet de l'ONU. Le Rapport a été préparé par un groupe d'experts représentant 25 agences et organisations internationales des Nations Unies, coordonné par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Le rapport présente le tableau le plus complet à ce jour des

progrès réalisés et du chemin à parcourir dans chacune des grandes régions de la planète, et constitue ainsi la clef de la préparation du Sommet du Millénaire + 5.

<http://www.un.org>

En Anglais

POLICY BRIEF ON INTELLECTUAL PROPERTY, DEVELOPMENT AND HUMAN RIGHTS: HOW HUMAN RIGHTS CAN SUPPORT PROPOSALS FOR A WORLD INTELLECTUAL PROPERTY ORGANISATION (WIPO) DEVELOPMENT AGENDA. By 3D -> Trade - Human Rights - Equitable Economy, February 2006. The purpose of this policy brief is to encourage advocates, policy-makers and WIPO member states to continue high-level discussions and elaborate an actionable Development Agenda that is consistent with the development commitments and human rights obligations of member governments. Part I will briefly outline how human rights can reinforce a development approach to intellectual property policy. Part II will consider the main proposals submitted on the WIPO Development Agenda and outline how human rights can support a pro-development outcome. Available online at

http://www.3dthree.org/pdf_3D/3DPolBrief-WIPO-eng.pdf.

SAFEGUARDS AND ANTIDUMPING IN LATIN AMERICAN TRADE LIBERALISATION: FIGHTING FIRE WITH FIRE. Edited by J. Michael Finger and Julio J. Nogues. Palgrave Macmillan and World Bank, December 2005. Until the 1990s, the main users of safeguards and antidumping laws were Australia, Canada, the EU, and the US. Since then, many countries have implemented such laws, leading to a proliferation in antidumping and safeguard activity across the world. This timely book documents the political economy surrounding the implementation of these laws in seven Latin American countries and provides details on the institutions created, implementation of the laws, and subsequent activity. It finds that, in the larger political context, antidumping and safeguards are a necessary quid

pro quo to certain important sectors in order to obtain their acceptance of much more liberalised trade policies for the economy overall. Further information can be found at

<http://publications.worldbank.org/ecommerce/catalog/product?context=drilldown&item%5fid=5106292>.

FROM DISINTEGRATION TO REINTEGRATION: EASTERN EUROPE AND THE FORMER SOVIET UNION IN INTERNATIONAL TRADE. Edited by Harry G. Broadman. The World Bank Group, February 2006. As the world marketplace becomes ever more globalised, much is at stake for the prosperity of hundreds of millions of people in Europe and Central Asia as the region's transition process continues through its second decade. Understanding the underlying dynamics shaping the contours and most salient impacts of international integration that have emerged -- and are likely to emerge -- in the region is thus a crucial challenge for the medium-term economic development agenda, not only for policymakers in the countries themselves, but also for their trading partners, the international financial institutions, the donor community and the world trading system as a whole. Further information can be found at <http://publications.worldbank.org/ecommerce/catalog/product?context=drilldown&item%5fid=4756780>.

THE TYRANNY OF FREE TRADE: WASTED NATURAL WEALTH AND LOST LIVELIHOODS. Friends of the Earth International (FOEI), 2006. This publication argues that current trade negotiations pose a danger to people and their environments around the world, and highlights how people are losing their livelihoods and natural resources in the process. Those on the losing end include farmers, fishing communities, women, indigenous peoples and literally millions of others around the world who depend on environmental resources in order to survive. Those on the winning end include corporations and those governments that profit from the drive to liberalise markets and privatise natural resources. Available online at <http://www.foei.org/publications/pdfs/tyranny.pdf>.

T.R.A.D.E. ANALYSIS - SOUTH CENTRE ANALYSIS ON THE HONG KONG MINISTERIAL DECLARATION. South Centre, February 2006. This Analysis examines developments in the Doha Work Programme and analyses the implication of the Hong Kong Ministerial Declaration and identifies some important strategic issues for developing countries that need to be considered in subsequent negotiations. Available online at

http://www.southcentre.org/tadp_webpage/SCAnalysisOfHongKongMinDeclaration.pdf.

TRADE AND ENVIRONMENT REVIEW 2006. By the UN Conference on Trade and Development (UNCTAD), January 2006. The TER 2006 focuses on environmental and related health requirements and their impact on developing countries' access to other markets. It examines both the opportunities and challenges presented by these requirements, which are increasingly stringent, complex and multi-dimensional. The TER includes both general and sectoral analyses of the issue, and looks at two sectors where environmental requirements are critical to market access: electrical and electronic equipment and organic agricultural products. The evidence presented in the TER supports recommendations for developing countries to adopt a more strategic and proactive approach to coping with environmental and related health requirements in export markets.

http://r0.unctad.org/trade_env/test1/publications/ter2006all.pdf

TRADE, AID AND SECURITY - SIX KEY OBJECTIVES. By IISD and IUCN-The World Conservation Union (January 2006). The Trade, Aid and Security initiative has focused on the way in which trade in natural resources can contribute to violent conflict at the sub-state and international level, and on the role of foreign aid and trade liberalization-in tandem or in isolation-in accelerating or alleviating this downward spiral. If trade and aid policy is to support peace and security rather than increasing the likelihood and longevity of violent conflict, we believe policy-makers should focus their attention and efforts on six key objectives. The six briefs (i) explain why

each objective is critical to security between and within states; (ii) assess current initiatives that attempt to realize that objective; and (iii) make recommendations for future action.

http://www.iisd.org/security/tas/research_ko.asp

Retrouvez les informations sur les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE> © est produit

par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)

Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe